

CRAS infos du 1er décembre 2019

Quelques documents reçus et archivés

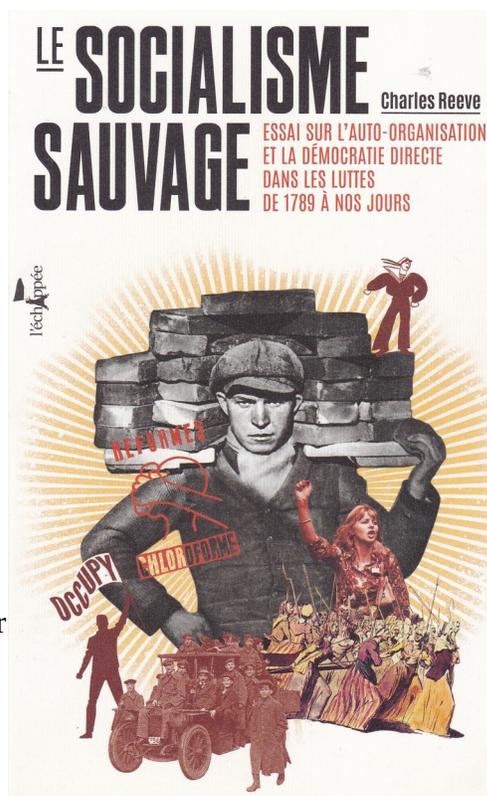
Au sommaire

Un livre *Le socialisme sauvage* et sur cet ouvrage :

Page 2 à 3 - **Le fleuve intranquille du socialisme sauvage**, article extrait du journal CQFD de mars 2018.

Page 4 à 7 Un entretien avec Charles Reeves extrait du journal *Les Inrocks* d'avril 2018

Page 8 à 14 - **1918-1923 Les révolutions en Allemagne** - Entretien avec Charles Reeve, réalisé par le groupe de Lyon Table Rase.



Deux textes en provenance du *Collectif À contretemps* :

Page 15 à 17 -- Du 11 novembre - **Lettre du Chili**, une chronique de Santiago sur l'état du mouvement.

Page 18 à 22 - Du 25 novembre 2019 - **Nous sommes là où tout commence !** de Raoul Vaneigem

Un texte de solidarité extrait du site toulousain *IAATA* :

Page 23 à 24 - Du 28 novembre - **Violences policières : Rassemblement soutien pour Mathieu Rigouste.**

L'AUTO-ORGANISATION N'EST PAS UN DÎNER DE GALA

Le fleuve intranquille du socialisme sauvage

L'ami Charles Reeve, qui participe parfois à CQFD, vient de publier *Le socialisme sauvage - Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*¹. Un beau titre (et un sous-titre explicite) pour retracer deux siècles de mouvements d'émancipation en butte aux courants autoritaires. Rencontre avec l'auteur rue de Tolbiac à Paris, autour d'un café.

EN DÉPIT d'un nom de plume à consonance anglo-saxonne, qu'il traîne depuis plus de quarante ans, Charles Reeve est d'origine portugaise. Déserteur des guerres coloniales portugaises en Afrique, il a 22 ans quand il s'exile en France. «*Quand je suis arrivé à Paris en 1967, j'étais isolé et peu politisé. Mais, très rapidement, j'ai rencontré un groupe d'une vingtaine de Portugais en exil gravitant autour de la revue Cadernos de Circunstância. Ils se montraient très critiques vis-à-vis des partis communistes et même des maos – c'était rare alors à l'extrême gauche.*» Mais le véritable éveil politique vient avec Mai-68: «*En quelques jours, tu changes plus vite ta façon de voir que par des années de lecture... À la fac de Censier occupée, j'ai rejoint les comités d'action travailleurs-étudiants qui voulaient faire le lien entre la jeunesse dans la rue et celle des usines, en contournant l'hégémonie du PCF et de la CGT.*»

Charles est mis à contribution: il traduit notamment des tracts du comité d'action du bâtiment pour les distribuer aux travailleurs immigrés portugais. «*Avec Jean-Claude, un copain libertaire électricien, nous nous sommes rendus dans les bidonvilles portugais de Champigny. Mais l'accueil fut plutôt froid. Les gens étaient paniqués par ce qui se passait, d'autant que l'Église avait encore une forte influence dans les milieux immigrés. La seule personne à nous avoir ouvert sa porte était un membre du Parti communiste portugais qui reprenait à son compte la propagande stalinienne contre les "provocateurs gauchistes"...*»

Dans l'effervescence du mois de mai, Charles fait la connaissance du révolutionnaire vietnamien Ngo Van² et de Paco, un ancien du POUM³. Tous deux, qui travaillaient alors comme techniciens au sein de l'entreprise Jeumont-Schneider, avaient dans leur pays respectif échappé de peu aux sanglantes purges staliniennes de la fin des années 1930. «*C'est grâce à eux que je me suis inscrit dans la filiation historique anti-autoritaire. Pour moi, ce fut une véritable ouverture au monde.*»

**FIN DES
« ÉMANCIPATEURS
PROFESSIONNELS »**

L'esprit de 68 est donc au cœur de son dernier ouvrage, *Le Socialisme sauvage*: «*1968 a marqué la décomposition des vieilles formes bureaucratiques du socialisme par en haut et le début de la crise des émancipateurs professionnels. Mais la question de l'auto-organisation et de la démocratie directe s'est bien sûr posée à d'autres moments – j'ai voulu travailler sur ces périodes*», explique Charles Reeve. Pour concocter ce livre extrêmement dense, l'auteur a ainsi passé quatre ans à éplucher sa bibliothèque et celles des amis. À travers une dizaine de chapitres qui couvrent des séquences historiques allant de la Révolution française à la révolution des Œillets au Portugal en 1974, il a voulu «*mettre en exergue deux façons différentes de considérer la transformation sociale et l'action collective*». D'un côté, l'idée que la souveraineté collective



doit s'affirmer par elle-même, «*malgré tous ses défauts et imperfections*», en partant de la propre expérience des exploités; de l'autre, le principe autoritaire, qui passe par la domination, via le Parti ou l'État, d'un groupe d'individus censés détenir la science socialiste.

Cette tension entre spontanéisme révolutionnaire et dirigisme bureaucratique se joue et se rejoue sans cesse comme une véritable constante historique. On la retrouve lors de la Révolution française, quand les enrégés, tenants de la «*démocratie pure*»

et du mandat impératif, sont combattus par les partisans de la dictature jacobine. Ou au sein de l'Association internationale des travailleurs, avec les vifs débats qui opposent courants anti-autoritaires et centralistes lors de la scission de 1872. Ainsi, de période

en période, Charles remonte le long fleuve intranquille du socialisme anti-étatique.

Les conseils ouvriers, qui apparaissent dans la période 1905-1921, prennent une place particulière dans le livre. Le titre *Socialisme sauvage* renvoie d'ailleurs à une expression de mépris, formulée par les chefs de la social-démocratie allemande face à l'ampleur du mouvement des conseils d'ouvriers et de soldats qui émerge à la fin de la Première Guerre mondiale. Ces dirigeants se font en janvier 1919 les fossoyeurs de la révolution allemande, sacrifiant Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et des milliers de révolutionnaires, démontrant du même élan «qu'ils [n'ont] rien à envier à la férocité des Versaillais»⁴. En Russie, le mouvement des soviets (le nom russe pour «conseils») est instrumentalisé, puis étouffé, par les bolcheviks au pouvoir. Jusqu'à Trotsky, pourtant partisan des soviets lors de la Révolution de 1905, qui les assimile à des formes «immatures» du prolétariat. Les soviets finissent ainsi rapidement par être totalement avalés par la machine bureaucratique. La répression de la commune de Cronstadt, en 1921, met fin aux derniers espoirs de leur redonner une dimension démocratique.

«Depuis les années 1960, le rapport de force est plus favorable au champ de l'auto-émancipation, surtout après le champ de ruine que laisse le capitalisme d'État [soviétique]. Mais en tournant la page du socialisme autoritaire, on risque aussi de gommer les expériences du socialisme sauvage. Si la période offre une redécouverte des vertus de la spontanéité révolutionnaire et de la démocratie de base, les références aux expériences concrètes d'auto-organisation sont largement sous-estimées dans les débats actuels.» C'est là l'un des principaux écueils. L'autre réside sans doute dans la mécanique de la récupération politique. Comme quand l'esprit d'Occupy glisse vers le soutien à Bernie Sanders. Que Podemos capitalise sur l'épuisement du mouvement des places en Espagne. Ou que, dans une moindre mesure, Nuit debout sert de marchepied à La France insoumise.

Dans son essai, Charles Reeves interroge notamment la place des minorités agissantes, du volontarisme, dans le néo-marxisme des populismes de gauche comme dans le néo-blancisme oscillatoire du Comité invisible et dans les courants dits insurrectionnalistes. Mais ses réflexions ne se veulent jamais péremptives. En 1996, il avait

la séduction exercée par le PKK kurde, organisation post marxiste-léniniste. Même si le personnage de Marcos est à mon sens beaucoup plus intéressant et moins caricatural que celui d'Öcalan⁷, devenu en prison lecteur zélé de Murray Bookchin...»

Une façon de dire que la tradition des générations gavées au marxisme-léninisme pèse toujours très lourd sur le cerveau des partisans de l'émancipation: «On ne peut pas imaginer l'apparition d'un mouvement pur du jour ou lendemain, notamment parce qu'on vit avec le poids des erreurs passées, accorde Charles. Le refus de l'organisation tout comme le fétichisme de l'organisation peuvent être paralysants. Si la société capitaliste a un pouvoir d'intégration énorme, je reste convaincu qu'elle ne peut diriger complètement les relations sociales qui émergent au sein des luttes. Ce qui compte, c'est le principe d'autonomie et les passages possibles d'une lutte à l'autre.»

La situation sur la Zad offre d'ailleurs une belle matière à réflexion au moment où, l'affrontement avec l'État se muant en compromis, se pose concrètement la question de la propriété de la terre et des formes de production. «Si la Zad résiste à la normalisation et reste un terrain d'expérimentation – “un grenier des luttes” –, le capitalisme aura du mal à le digérer et cherchera à le marginaliser. Une chose est sûre, c'est qu'on n'aurait pas imaginé il y a trente ans que des syndicalistes de la CGT Vinci et des gens comme les zadistes puissent se parler. Mais c'est arrivé. Et c'est extraordinaire: cela signifie que le syndicalisme intégrateur, même s'il reste formaté, a épuisé ses capacités à reproduire ses propres routines», conclut-il, confiant dans l'énergie renouvelée des masses, chère à Rosa Luxemburg et autres dissidents du «marxisme savant».

PAR MATHIEU LÉONARD
ILLUSTRATION MORTIMER

1/ Éditions L'Échappée, 2018.

2/ Ngo Van est né en 1913 dans la région de Saïgon. Adulte, il rejoint les courants anticolonialistes, puis le mouvement trotskyste. Menacé par les stalinien vietnamiens, il émigre en France en 1948, où il mène une vie d'ouvrier et d'historien; il meurt en 2005. Parmi ses ouvrages, on recommande la lecture d'*Au pays de la cloche fêlée, tribulations d'un Cochinchinois à l'époque coloniale* (L'Insomniaque, 2000).

3/ Lors de la révolution espagnole, le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) réunit les communistes opposés au stalinisme. Et à propos de Francisco Gómez Palomo (1917-2008), alias Paco, lire l'ouvrage de Charles Reeves et Raúl Ruano Bellido, *Le Suspect de l'hôtel Falcón – Itinéraire d'un révolutionnaire espagnol* (L'Insomniaque, 2013).

4/ «1918: Les conseils ouvriers en Allemagne», article publié dans le n°126 de CQFD et signé Jules Hyénasse, alias Arthur.

5/ *Les Conseils ouvriers*, éditions Spartacus, 2010.

6/ *Extrait d'au-delà des passe-montagnes du Sud-Est mexicain*, ouvrage signé Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy et Charles Reeves (éditions Ab Irato, 1996).

7/ Abdullah Öcalan est l'un des fondateurs et dirigeants du PKK – il croupit dans les geôles turques depuis février 1999.

CAP SUR L'UTOPIE

Place aux « autonomies transformatrices »

RÉÉDITÉS par Le Temps des cerises et illustrés par le génial graveur anti-patriotard Frans Masereel, voici, pour commencer en beauté, *Liluli* suivi de *La Révolte des machines* de Romain Rolland, deux farces héroï-comiques mettant en garde, nous sommes à la fin de la Grande Guerre, contre «la prolifération des cimetières» et contre la vision d'avenir swiftienne de «troupeaux d'hommes et de femmes que les machines mènent paître».

Une autre réédition judicieuse, enrichie par un préambule du franc-tireur toujours inspiré Louis Janover et par une postface d'un des rares marxologues pas complètement empesé, Maximilien Rubel, celle, chez Libertalia, de *Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris* de Jules Andrieu, un fonctionnaire «épris de justice et de poésie», ça a existé! Lequel veillera à ce que les services publics (eau, éclairage, égouts) ne soient pas court-circuités par les Versaillais tout en relevant les bourdes des émeutiers dans un fort lucide *Manuel pratique des fautes*, afin qu'on aille beaucoup plus loin dans la refonte sauvage (qu'on n'épargne aucune banque par exemple) lors des prochains soulèvements.¹

Tiens, s'est glissé dans ma pile par inadvertance, car je l'ai déjà applaudi ici même le mois dernier, *Mourir au travail ? Plutôt crever!* du flemmartiste Didier Harpagès (Le Passager clandestin). Ré-applaudissons-le et revenons à l'histoire des révoltes épiciées.

Le Mexique des insoumis d'Alexandre Fernandez (aux éditions Vendémiaire) explique impavide comment «la grande révolution de 1910», c'est le sous-titre de l'opus, s'est assez vite institutionnalisée et n'a plus consisté pour ainsi dire qu'à réformer mollement des abus. Tandis que ça se passe mieux avec le zapatisme d'aujourd'hui, peut-on constater dans l'étude collective *Zapatisme: la rébellion qui dure* (chez Syllepse). C'est parce que, bien sûr, les insurgés du Chiapas appellent d'entrée de jeu à la «construction d'autonomies transformatrices» vaccinées contre les diverses formes de récupération et de leaderships. À leur propos, l'anthropologue Alicia Castellanos Guerrero parle d'une «utopie novatrice» en actes.

Un autre style d'utopie, c'est l'utopie guerrière qui aime *Spartacus chef de guerre* (aux éditions Tallandier). L'auteur, le professeur sorbonnard Yann Le Bohec, tente de comprendre de quelle manière, entre 73 et 71 avant J.-C., un ramassis d'esclaves fugitifs sans armes, sans ressources, sans formation militaire, revendiquant la liberté sans limites purent-ils anéantir cinq légions de soldats romains super entraînés.

Certains des poètes guerriers en mal d'héroïsme dépeints par le spécialiste de Drieu La Rochelle et d'Aragon (qui vont si bien ensemble) Maurizio Serra dans *Une génération perdue* (Le Seuil) font penser aux gladiateurs spartakistes prônant la liberté ou la mort. Mais là, grosse déception: les esthètes armés rocambolesques qui créèrent la cité anarcho-futuriste délirante de Fiume en 1919 sont fort mal croqués par Serra qui n'en a vraiment, le baudet, que pour leurs inintéressantes pulsions de mort. Pas besoin de chaparder non plus la vue panoramique sur les *Hérétiques* de l'Occident médiéval (aux éditions Belin) du professeur R. I. Moore, qui n'est pas loin de penser que «faire la guerre à l'hérésie», c'était se ranger dans le camp du progrès. Et qui ne décrit dans sa somme aucune hérésie loufoque, contrairement à Norman Cohn dans son formidable *Les Fanatiques de l'Apocalypse* (publié chez Payot en 1983) ou à Raoul Vaneigem dans ses trois traités croustillants sur la résistance au christianisme.

J'ai à peine marmonné le nom de Vaneigem que le loup sort du bois. Une toute petite, toute mignonne, maison d'édition belge, Cactus inébranlable, publie son dernier brûlot: *Pourquoi je ne vote pas et autres inédits*. «Marginalisons les banques en recourant à une monnaie locale», s'exclame le larron. «Révoquons l'imposture de la dette publique.» «Ne payons plus les transports en commun.» «Multiplions dans les villes les jardins et les potagers collectifs.» «Pirates les spéculations boursières.» Réinventons le monde avec des «assemblées de démocratie directe». Tout ça c'est trop chwette, comme on dit aujourd'hui, mais je ne suis plus d'accord du tout avec le compère Raoul lorsqu'il souligne que «l'important, c'est de casser les machines et les barrières de péages en tous genres et non de molester les patrons interchangeables». Alors qu'il me paraît tout aussi important, mille millions de foutre!, de casser les sales patrons que les sales machines.

PAR NOËL GODIN

1/ Mais ça n'a pas castagné qu'à Paris. En témoigne le vigoureux *Les Communistes à Lyon* de Matthieu Rabbe, publié par l'Atelier de création libertaire.

“
La société capitaliste a un pouvoir d'intégration énorme, mais je reste convaincu qu'elle ne peut diriger complètement les relations sociales qui émergent au sein des luttes. Ce qui compte, c'est le principe d'autonomie et les passages possibles d'une lutte à l'autre.”

Pour autant, «il ne s'agit pas de transformer les “conseils ouvriers” en fétiches ou en idéologie», explique Charles Reeves. Il ne faut pas en faire une panacée organisationnelle». Comme un écho à ce constat du marxiste Anton Pannekoek, dans son classique sur les conseils ouvriers, paru en 1947: «On ne peut prévoir maintenant quelles formes prendra le combat des travailleurs pour leur libération. La classe ouvrière doit trouver et développer les formes de lutte adaptées à ses besoins.»⁵

«OÙ SONT LES MASSES?»

«Ce qui m'intéresse avant tout, insiste Charles, c'est le présent dans lequel on peut réintroduire l'histoire. J'essaie d'être un passeur.» Les quatre derniers chapitres du *Socialisme sauvage* constituent ainsi une réflexion tout à fait actuelle sur les apports et impasses des mouvements récents.

critiqué l'engouement suscité chez les libertaires par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZNL), dans laquelle il voyait une mutation d'une forme de léninisme sous un masque indigéniste: «On croyait avoir liquidé l'avant-gardisme bolchevique et l'on se retrouve avec l'avant-gardisme de Zorro. L'EZLN, c'est le dirigisme en passe-montagne démocratique.»⁶ Une analyse qui lui a valu quelques brouilles... Mais dans *Le Socialisme sauvage*, la dynamique de l'expérience zapatiste est reconsidérée: «Avec le recul, je pense que je n'avais pas bien mesuré l'importance qu'aurait le néo-zapatisme sur les nouveaux milieux militants, qui cherchaient des références pour sortir du schéma classique avant-gardiste. Par exemple, les pratiques des réseaux de soutien au mouvement des indigènes du Chiapas ont nourri celles des activistes d'Occupy aux États-Unis. Le zapatisme fait partie du caractère transitoire de l'époque.» Et Charles d'élargir le sujet: «On retrouve aujourd'hui cette question dans

<https://www.lesinrocks.com/2018/04/06/livres/lere-des-emancipateurs-est-terminee-il-est-temps-denisager-celle-de-lauto-emancipation-111068229/>

Qu'entendez-vous par "socialisme sauvage" ? N'est-ce pas une autre manière de dire : l'anarchisme ?

Charles Reeve – Non. L'anarchisme est un des courants du socialisme antiautoritaire, mais ce n'est pas le seul. J'ai exhumé cette expression d'un passé assez lointain. En 1918, il y a eu un énorme développement des conseils ouvriers dans l'armée allemande, dans les usines, et dans de petites villes, contre la Première Guerre mondiale et pour la fin de l'Empire. C'était le début de la révolution allemande. Les dirigeants de la social-démocratie n'ont pas compris ce mouvement. A la différence de Lénine, qui avait compris le pouvoir des soviets, la social-démocratie n'y a pas vu l'expression d'une orientation nouvelle du mouvement socialiste. Pour les dirigeants du SPD, le choix entre gouvernement des conseils et démocratie parlementaire était clair : la seconde option devait l'emporter. Le président du SPD, Friedrich Ebert, qu'on appellera plus tard le "Staline de la social-démocratie", traita alors ce mouvement de conseils de "socialisme sauvage", de façon négative. Pour lui, les conseils étaient des organisations immatures, voire ignorantes. J'ai repris ce terme aujourd'hui pour le revaloriser en lui donnant un sens positif. Il désigne à mon sens tous les mouvements qui ont mis l'accent sur l'idée de l'auto-émancipation, contre les professionnels de l'émancipation. Les principes fondamentaux du socialisme sauvage sont la démocratie directe et l'action de base indépendante des partis d'avant-garde.

Pour illustrer ce courant politique vous en décrivez les différentes manifestations historiques durant la révolution française, la Commune de Paris, les révolutions russes (de 1905 et 1917), la révolution espagnole de 1936, ou encore Mai 68. Quels enseignements en tirez-vous ?

Je veux faire passer une idée à laquelle je crois : le socialisme des chefs, celui des gens qui savent et des organisations dirigeantes, est derrière nous. Il a connu des moments forts, en Russie avec le socialisme d'Etat, en Allemagne avec la République de Weimar, durant la révolution espagnole ou même en Mai 68, mais ses résultats ont été catastrophiques. Pour les gens qui pensent comme moi, le socialisme autoritaire, centralisé, d'avant-garde, est terminé. Il faut donc repartir de l'alternative à ce socialisme. L'ère des émancipateurs est terminée, il est temps d'envisager celle de l'auto-émancipation.

C'est facile à dire, mais la tâche est immense. On vit encore les conséquences de l'effondrement des pays du capitalisme d'Etat, qui a beaucoup paralysé les mouvements du socialisme sauvage. L'idée qu'il y a des émancipateurs professionnels à qui il suffit de déléguer le pouvoir remonte à la Grande révolution de 1789. Elle est profondément enracinée, et a un côté reposant. Le socialisme fondé sur l'auto-émancipation implique au contraire un engagement collectif, le développement de tout ce qu'on a en nous et qui est bloqué par les professionnels de la politique. On est encore en plein dans ce problème aujourd'hui. Mon caractère optimiste m'incite à penser qu'on vit une phase transitoire.

Y'a-t-il malgré tout besoin d'organisations politiques, dans cette ère de l'auto-émancipation que vous appelez de vos vœux ?

Evidemment. Il ne peut pas y avoir de mouvement social sans organisations. Une confusion est souvent colportée de façon superficielle entre l'idée de spontanéité et l'absence d'organisations. Or

ce n'est pas du tout la même chose. Mais il y a une grande différence entre une organisation créée et contrôlée dans la mesure du possible par les gens eux-mêmes, et une organisation qui dit aux gens ce qu'ils doivent faire, au nom d'une direction censée détenir le savoir.

Le fil rouge qui relie la révolution française aux mouvements d'aujourd'hui – 15M en Espagne, Occupy aux Etats-Unis, Nuit debout en France... –, ce sont des organisations fondées sur des principes nouveaux. Les soviets en Russie, les conseils en Allemagne, les collectivités dans la révolution espagnole, les comités de travailleurs en Mai 68 et dans la révolution portugaise, Occupy, les oppositions aux expulsions dans les quartiers pauvres en Espagne, le mouvement Black Lives Matter... Tout cela implique de l'organisation, c'est essentiel de l'affirmer : le problème n'est pas l'organisation en soi, mais les principes qui la gouvernent. En Mai 68 et après, Castoriadis et d'autres ont beaucoup posé cette question. Toute organisation est-elle destinée à devenir bureaucratique ? Dans ce cas, il n'y a rien à faire. Ou y-a-t-il au contraire des moments où les organisations autonomes, indépendantes, ont vocation à se développer et à présenter des alternatives à l'organisation sociale ? Comme eux, je penche pour la deuxième solution, mais ça dépend du mouvement.

En Mai 68, les organisations syndicales et politiques ont été débordées par les grèves. Pourquoi le mouvement n'est-il resté qu'au stade de révolte ?

En fait, les organisations n'ont pas été dépassées en Mai 68, c'est pour ça que le mouvement s'est arrêté. L'objectif principal de la CGT, qui était l'organisation dominante à l'époque, était de séparer les ouvriers du mouvement étudiant, c'est pourquoi elle organisait les occupations d'usines. Ils ont fermé les portes, et c'était terminé. Cette question est essentielle dans Mai 68. Les situationnistes ont très bien reposé cette question de la séparation. Il faut analyser le rôle que ces organisations autoritaires ont joué en Mai 68 : elles avaient leur propre agenda. Le parti gaulliste et le PC étaient d'accord sur une chose : il ne fallait pas de révolution. Le discours du PC était purement revendicatif. Pour les dirigeants du PC de l'époque – Duclos, Frachon –, le mouvement voulait seulement des augmentations de salaires, de meilleurs horaires, et des comités d'entreprises. C'est vrai, mais les gens voulaient plus que ça ! L'idée de révolution était dans l'air du temps. On le voit bien à la photo qui illustre le livre de Ludivine Bantigny (1968, *De grands soirs en petits matins*, Seuil, ndlr) : ces jeunes ouvrières du sud de la France n'étaient pas que dans le registre revendicatif, il y avait une force, un désir de changer, de tourner une page de la société.

Depuis quelques années, l'idée d'insurrection semble s'être substituée à celle d'indignation, dans le sillon des ouvrages du *Comité invisible*. Ce courant est-il le nouveau visage du socialisme sauvage ?

Au préalable, je précise qu'en dépit des désaccords que je peux avoir avec le *Comité invisible*, je suis solidaire avec ses membres qui ont fait face à la violence de l'Etat, et ce n'est pas terminé. La critique que je formule se porte donc essentiellement sur le plan politique. Je ne veux pas que l'on puisse faire d'amalgames qui aillent dans le sens des persécutions dont ils font l'objet. Le *Comité invisible*, avec d'autres groupes qui se positionnent sur le terrain qu'on appelle *insurrectionnaliste* ou de l'action exemplaire, fait partie du moment actuel. Le succès des trois textes du *Comité invisible* au-delà des petits milieux radicaux est un fait politique dont il faut tenir compte. Ils expriment des choses réelles : l'effondrement de la vieille politique, des vieilles organisations, de la "gauche", le côté complètement corrompu de la politique, la crise de la représentativité, le fait que le système démocratique n'est pas du tout démocratique. Jacques Rancière l'a aussi très bien dit : la crise de la

représentation n'est pas la crise de la démocratie. La démocratie est un concept appelé à se développer, qui n'existe pas aujourd'hui. Ce qui existe, c'est la représentation, la délégation de pouvoir. Ces groupes, de façon parfois élitiste et érudite, ont été capables de bien exprimer cela.

Mais j'ai des désaccords avec eux. Ils ont centré toute leur réflexion sur l'idée d'insurrection qui vient, mais elle n'est pas venue – ils le reconnaissent eux-mêmes. De plus, alors qu'ils connaissent très bien l'histoire, ils ne l'introduisent pas dans leurs analyses, ils la mettent de côté, balayent les "marxistes" du passé, comme s'ils pouvaient s'en extraire. Or ce qu'ont écrit des auteurs comme Emma Goldman, Anton Pannekoek, Voline, Karl Korsch, Errico Malatesta, Gustav Landauer, Piotr Archinov, Rosa Luxembourg ou autres peut nous aider à répondre aux questions d'aujourd'hui. Evidemment la société a changé, mais il faut introduire le fil invisible de l'histoire, au risque de prendre une évolution arrogante et autoritaire.

Paradoxalement, le Comité invisible pose un constat très clair et lucide de la situation, mais n'y apporte comme réponse que la fétichisation des communes en insurrection, de la barricade, de l'affrontement. Cette attirance pour la stratégie de l'affrontement doit être discutée et critiquée.

Frédéric Lordon a récemment déclaré, lors d'une conférence à l'université occupée de Tolbiac (rebaptisée justement Commune libre de Tolbiac), que la violence politique était "en cours de dé-tabouisation accélérée". Vous pensez qu'elle est inutile ?

La violence fait partie de la société. Quand une manifestation est réprimée, on est obligé de se défendre, quand des flics sont envoyés pour expulser des grévistes d'une usine, ils sont obligés de se défendre. Mais sur ce terrain, on est battus d'avance, car le système capitaliste a des capacités techniques énormes du point de vue répressif, et même psychologique. Que faire face à cet arsenal répressif ? Une barricade ? Une commune ? Le *Comité invisible* a des contradictions à ce sujet, comme nous tous. Il a cependant développé l'idée de blocage : une question importante dans le moment où nous sommes, et qui doit être discutée : quoi bloquer, pourquoi et surtout par qui et comment ? L'exemple de Mai 68 doit nous aider à comprendre dans quel cadre le système capitaliste peut être bloqué, paralysé. Le mouvement *Occupy* s'est aussi penché sur cette question.

La plupart des gens sont méfiants ou distants vis-à-vis de la politique, ils ne croient plus aux institutions. Mais ils ne sont pas pour autant attirés par le socialisme révolutionnaire. Comment rendre ce projet désirable ?

Je suis d'accord avec la première partie de cette affirmation, mais doit-on rendre désirable ce projet ? Il ne peut se rendre désirable que s'il existe, par son propre mouvement d'affirmation. Pour l'instant ce n'est pas le cas. Et ce n'est pas dans un café, même à côté des *Inrockuptibles*, qu'on peut le ficeler. (rires) Ni en petit comité, qu'il soit visible ou invisible. L'histoire peut nous aider en cela, il ne faut pas l'oublier. C'est dans des moments transitoires comme celui que nous vivons que des projets prennent forme et s'échafaudent. Mais il faut des moments de rupture sociale.

Ces dernières années plusieurs mouvements sociaux se sont convertis en partis : *Podemos* en Espagne, *Syriza* en Grèce. Faut-il résister à la tentation de l'institutionnalisation ?

L'entrée dans les institutions est une ligne rouge à ne pas franchir. Croire, comme *Podemos*, que l'on peut faire entrer le mouvement des places dans le parlement est illusoire. Le système capitaliste est une merveille du point de vue de sa perpétuation. Il est très faible dans ses bases, mais très fort dans

son fonctionnement. Institutionnellement il avale tout ce qui le conteste. Mettre le doigt dans cet engrenage, c'est se condamner à être broyé. Louise Michel avait raison : "Le pouvoir corrompt".

Il y a bien eu des ministres anarchistes en Espagne...

C'est vrai, et le résultat n'a pas été brillant ! Dans la CNT il y a eu une grosse scission sur cette question pendant la révolution espagnole. Beaucoup d'anarchistes étaient contre, il y avait à la fois des ministres anarchistes, et des anarchistes en prison ! C'était une erreur énorme. La guerre avale les révolutions et tous les mouvements autonomes, car ses lois sont très violentes, hiérarchiques, barbares. On le constate encore aujourd'hui dans les pays kurdes. On ne peut pas à la fois faire la guerre et la révolution. Ou alors il faut développer la révolution pour gagner la guerre. L'argument de Federica Montseny et de ses copains pour entrer au gouvernement était de renforcer momentanément l'Etat pour gagner la guerre. Erreur fatal ! Même Durruti, qui a toujours refusé les formes capitaliste du pouvoir, a fini par adopter la formule des staliniens : "gagner la guerre d'abord". Mais des tas de camarades s'y sont opposés. On ne peut pas mettre une révolution entre parenthèses. Même si tu gagnes, c'est la victoire de la guerre. Ce qui est intéressant aujourd'hui c'est qu'il y a une réouverture au débat. On est dans un moment où ça pétille, et en même temps le système est toujours plus barbare, à tel point qu'on peut être paralysé par l'impuissance.

La victoire des zadistes de Notre-Dame-des-Landes pourrait être un motif pour sortir de cette paralysie ?

Absolument. Le pouvoir veut maintenant transformer cette victoire en cauchemar, en introduisant la question de la propriété des terres pour diviser la ZAD, comme par hasard. Ils ne veulent pas que cela reste quelque chose de collectif. Mais c'est une victoire importante, qui prouve la vivacité de l'émancipation sociale.

Propos recueillis par Mathieu Dejean

Interview réalisée par le groupe de Lyon Table Rase

1918-1923 Les révolutions en Allemagne - Entretien avec Charles Reeve

« Dans une révolution on ne peut pas faire du sur place »

L'éclairage historique de l'équipe de *Jusqu'ici* :

Dans toute l'Europe, les transformations radicales opérées par la révolution industrielle du 19ème siècle ont modifié en profondeur le rapport entre exploité.e.s et propriétaires des moyens de productions. Les grandes masses d'ouvrie-re-s de professions diverses se côtoient dans les usines-machines du capital en première phase d'accumulation. Les adhésions aux syndicats et partis d'inspiration socialiste se comptent par millions. Les révolutionnaires s'affirment. Les formes de luttes ouvertes refusant toute forme de conciliation se multiplient contre un patronat de plus en plus puissant. La grande boucherie qu'est la première guerre mondiale met un coup d'arrêt provisoire à l'action des secteurs les plus déterminés au renversement de la société. Pire, la social-démocratie vote les crédits de guerre, plongeant les révolutionnaires dans le désarroi. C'est l'échec de la seconde Internationale. Rosa Luxembourg depuis la forteresse-prison de Wroncke en Pologne rédige, sous le pseudonyme de Junius, « La crise de la social-démocratie ». La révolution d'octobre en Russie eut sans doute plus de répercussions en Allemagne que dans aucun autre pays. Quelques jours après le 25 novembre 1917, l'opposition de gauche au sein de l'USPD (Parti Social-Démocrate Indépendant) tendance baptisée « spartakiste », publie un appel intitulé « L'heure de la décision ». Ils y diffusent l'idée que seule la grève de masse et la révolution pourront mettre un terme au massacre des peuples. En janvier 1918, les ouvrier.e.s autrichiens se mettent en grève pour exiger la signature d'un traité de paix sans annexion ni contribution de guerre. Dans leur sillage les spartakistes appuyés sur « les délégués révolutionnaires des usines de Berlin » appellent à une grève suivie par 400 000 ouvrier.e.s dans la capitale allemande. Dans les usines, des élections sont organisées pour former un comité central de grève, les revendications portent sur la paix sans annexion, le rétablissement des droits et libertés publiques, la libération des prisonniers politique et l'amélioration du ravitaillement. La répression sanglante de Janvier 1919 advient au moment où la perspective d'assemblée constituante portée par la frange réformiste s'opposait frontalement à la ligne de l'aile gauche : avancer vers le socialisme. La proclamation de la république des conseils de Bavière en avril est également réprimée par les corps francs faisant plus de 600 morts. La tentative de putsch militaire de Kapp en mars 1920 est mise en échec par la grève générale insurrectionnelle et le soulèvement dans la Ruhr. Mais à nouveau la république de Weimar fait intervenir la troupe il y a plus de 2000 morts. Un an plus tard, une dernière tentative surnommée « l'action de mars » orchestrée par le KPD et le KAPD tente d'établir à marche forcée la dictature du prolétariat mais elle est peu suivie et donne encore une fois l'occasion de réprimer les ouvrie-re-s. Derniers soubresauts avant la grande dépression et la montée du nationalisme, les grandes grèves dans la Ruhr furent massivement suivies en 1923 et jusqu'en 1926, les manifestations ont instaurées un climat d'agitation formant des générations de militant.e.s.

oooo

Inès (*Jusqu'ici*) : A l'occasion de la parution du livre *Le Socialisme Sauvage (1)*, nous voulons revenir plus particulièrement sur les questions des conseils dans les révolutions en Allemagne et en Russie au début du XXe siècle. La révolution en Allemagne a été un processus multiple, un foisonnement de grèves de masses, d'occupations d'usines, de moments insurrectionnels qui ont jalonné l'histoire de 1918 à 1923. Quelles formes d'organisations ont été constituées ? Quelles ont été les différentes tendances qui y ont participé ? Lesquelles t'ont parues plus pertinentes ou efficaces et quelles ont été leurs limites ? Peux-tu aussi revenir sur la question du fétichisme des formes d'organisation? Pas seulement comme cadre d'autodéfense mais comme organe proposant un contenu politique révolutionnaire pour aller plus loin.

Charles Reeve (CR) : En Allemagne, comme en Russie, les révolutions furent historiquement associées à la formation d'organisation d'un type nouveau, les conseils ouvriers (soviets en Russie). Ce fut un mouvement massif, spontané et fort d'auto-organisation, qui se généralisa rapidement à l'ensemble de la société, des entreprises à l'armée. Les conseils étaient des organisations de base, fondées sur les principes égalitaires de démocratie directe, qui donnaient forme à un nouvel esprit de lutte des travailleurs. L'affirmation de cette énergie nouvelle, au début du XXe siècle, constitua un fait marquant et fondateur de la rupture avec les anciennes conceptions du socialisme d'Etat qui remontaient leur filiation avant-gardiste au jacobinisme de la Grande Révolution. A l'époque, cette énergie révolutionnaire fut reconnue, aussi bien dans le courant anarchiste que marxiste du socialisme. Par le courant du syndicalisme-révolutionnaire d'un côté, par les premiers dissidents radicaux de la social-démocratie également, Rosa Luxemburg ou encore Anton Pannekoek. Apparus une première fois en Russie lors de la révolution de 1905, les conseils ressurgirent de nouveau à la fin de la Première-guerre, en Allemagne comme en Russie. Leur but premier était de mettre fin à la boucherie guerrière et à ses conséquences. La guerre avait entraîné une famine et un effondrement brutal des conditions de vie de la population laborieuse. Les conseils, qui avaient porté ce désir de mettre fin à la guerre, de garantir la survie de la population, se sont petit à petit transformés dans et par l'affrontement politique et social avec les forces du vieux monde. On y reviendra. Au début, les chefs de la social-démocratie voient tout mouvement nouveau qui échappait aux directives du parti dirigeant et savant, comme incomplet, l'expression d'un manque d'éducation politique des masses, bref, un mouvement sauvage et sans perspectives. Et ils l'ont traité en conséquence, avec des nuances selon les pays. En Russie, le parti bolchevique, de matrice sociale-démocrate, fut néanmoins plus sensible aux nouvelles organisations, car il était plus éloigné de la participation dans les institutions et avait eu l'expérience de la révolution de 1905. Des hauts dirigeants du parti avaient alors participé et joué un rôle important dans le mouvement des soviets, comme ce fut le cas avec Trostky. Il y avait aussi l'apport de la révolte paysanne, l'expérience des communes, qui influença le mouvement des soviets. Le parti bolchevique a ainsi soutenu, accompagné, le mouvement des soviets tout en l'analysant comme un moment immature mais essentiel pour l'accès du parti au pouvoir. Par la suite, celui-ci a tout fait pour intégrer les soviets dans son projet de réorganisation étatique de la société. Mais la dynamique de l'énergie révolutionnaire était telle que, quand les soviets sont devenus une courroie de transmission du parti, l'esprit de la révolution s'est retrouvé dans les comités d'usine. Ce ne fut qu'après l'écrasement des grèves de Petrograd et de la révolte de Kronstadt, la mise au pas des syndicats et l'étouffement du débat politique y compris au sein du parti bolchevique, que celui-ci acheva sa mainmise sur le nouvel Etat et l'économie (2). En Allemagne, la situation était différente. La plupart des militant-e-s des conseils étaient éduqué.e.s et influencé.e.s par les conceptions de la social-démocratie majoritaire, le S.P.D. Ce parti marxiste avait façonné le mouvement ouvrier allemand, l'avait fortement imprégné de ses conceptions nationalistes et étatiques par un vaste réseau d'institutions qui gouvernaient la vie du prolétaire de la naissance à la mort. Il avait, enfin, amené le mouvement ouvrier, pieds et mains liées, dans l'union sacrée pour la guerre. Ensuite, le parti s'était fracturé avec la constitution d'un parti social-démocrate indépendant (l'USPD), opposé à la guerre, pacifiste et dont les militant-e-s furent également très actifs dans le mouvement des conseils ouvriers. Les anarcho syndicalistes de la FAUD, même si très minoritaires, étaient également très actifs dans les grandes zones industrielles et dans la Ruhr. Enfin, une troisième force, dont on parle assez peu, joua un rôle important dans ce processus : les délégués révolutionnaires, ou « hommes de confiance ». Dans les grandes concentrations industrielles, surtout à Berlin, ce réseau de militants ouvriers avait pris la tête des grandes grèves sauvages des dernières années de la guerre, qui annonçaient déjà la suite. Dans leur quasi-totalité, ces délégués étaient des militants sociaux-démocrates, qui se sont radicalisés au cours de leur opposition à la guerre et aux choix des chefs chauvins du parti. Ils se trouvèrent souvent liés au nouveau parti social-démocrate, l'USPD (3).

I : La ligne du SPD était parlementariste alors que l'U.S.P.D. et sa gauche incarnée par les spartakistes était sur une démarche plus radicale et révolutionnaire tout en défendant une paix sans annexion et sans contribution de guerre...

C.R. : L'USPD était aussi un parti électoraliste et sur ce plan il ne se distinguait point du SPD. Très tôt, des tendances minoritaires de communistes de gauche ou de socialistes de gauche, s'organisèrent dans des régions comme le nord de l'Allemagne ou à Berlin. Les spartakistes, en tant que force politique autonome, apparaîtront plus tard dans le processus de la révolution même. Les « délégués révolutionnaires » des grandes concentrations industrielles de Berlin étaient aussi partie prenante de ces débats et confrontations. Ils étaient animés par une riche expérience d'opposition, y compris au sein de l'appareil de la social-démocratie, contre la poursuite de la guerre et pour la République. Bref, ce qu'il faut souligner, c'est le fait que le mouvement des conseils en Allemagne fut marqué et dominé par la majorité sociale-démocrate. Dès le départ, la social-démocratie posa comme limite à ce mouvement la fin de l'Empire et la création d'une république parlementaire, qui deviendra plus tard la République de Weimar. L'alliance sacrée avec l'armée en était le moyen d'y parvenir. Il y avait, dans ce compromis, dans cette alliance apparemment contre nature, la continuité de l'Union sacrée et les prémisses de tout ce qui viendra ensuite, jusqu'au nazisme et après, l'agonie de la social-démocratie et du socialisme réformiste que nous vivons de nos jours. La tendance étatique du marxisme politique fut, à ce moment même, totalement intégrée par le mouvement du capitalisme.

I : Compromis incarnée par Ebert, Scheidemann...

C.R. : Oui, le sinistre socialiste Ebert, politicien manipulateur et conciliateur, nationaliste et militariste, bourreau de révolutionnaires que les spartakistes appelaient le Staline de la Social-démocratie. Très rapidement, les militant·e·s les plus radicaux des conseils ouvriers en Allemagne se sont retrouvé·e·s en minorité alors que la majorité soutenait, cautionnait, les idées de la social-démocratie. C'est un deuxième aspect du processus révolutionnaire des conseils qu'il importe de souligner. On se trouvait devant un mouvement de type nouveau, de la même nature que celui des soviets en Russie et, en même temps, les formes du mouvement n'étaient pas garantes d'un contenu révolutionnaire. Elles étaient potentiellement révolutionnaires tant que l'énergie révolutionnaire s'y exprimait, mais par la dialectique même de l'emprise de la social-démocratie, les conseils se trouvèrent aussi à perpétuer et à préserver la reproduction des conceptions et des forces anciennes. En tant que tel, un conseil n'est qu'une forme d'organisation. Les tendances radicales minoritaires - y compris les « délégués révolutionnaires » - durent affronter les idées contre-révolutionnaires de la social-démocratie qui défendirent à l'intérieur des conseils la logique de l'Etat et la poursuite des relations d'exploitation. Au contraire de ce qui s'était produit en Russie, en Allemagne, il n'y eut jamais une situation de double pouvoir, le SPD avait accédé aux hautes sphères de l'Etat alors qu'il contrôlait en même temps le mouvement des conseils. L'Etat allemand ne s'est jamais effondré à la grande différence de ce qui s'était passé en Russie. Toute la bureaucratie de l'Empire continua à fonctionner même après l'effondrement de l'Empire. Sebastian Haffner, un auteur proche des positions du l'USPD, le montre bien dans son livre sur la révolution allemande (4).

I : En fait, le SPD s'est contenté de « prendre la machine d'état toute faite » et de la faire fonctionner. Ils ont gardé les fonctionnaires d'état, les forces répressives, ils se sont appuyés sur l'armée sans changer la nature fondamentale qui reste l'exploitation. Marx avait expliqué que juste « prendre le pouvoir » ça ne suffisait pas.

C.R. : La question soulevée dans les débats d'après la Commune fut de savoir s'il faut prendre l'Etat, le changer ou le détruire. Nous laisserons ici de côté ce débat. Il suffit de dire que le S.P.D, comme toutes les formations sociales-démocrates, avait embrassé une interprétation sans nuances et rigide de Marx et Engels, selon laquelle, la constitution de la Commune, la forme nouvelle « enfin

trouvée », passait par la conquête de l'Etat pour le transformer ensuite. Toute la conception sociale-démocrate intégrait cette prise de contrôle de la machine de l'Etat bourgeois. Lequel, il est vrai, se transformait aussi avec les transformations du capitalisme, la monopolisation croissante du capital. Pour le SPD, il fallait prendre l'Etat de l'intérieur. C'était d'ailleurs dans ce sens que le parti avait salué les mesures de l'Empire comme un « socialisme de guerre ». Sans développer, on peut rapidement rappeler que d'autres marxistes, Karl Korsch par exemple, avaient avancé une interprétation différente, défendant que la forme Commune de Paris ne devrait pas être prise comme un modèle achevé, encore un fétiche organisationnel, mais comme une forme appelée à se développer, à se transformer selon les circonstances historiques. Ce serait là son caractère « nouveau ».

Comme nous l'avons souligné, l'emprise du SPD sur la classe ouvrière allemande était énorme et les radicaux, marxistes et anarchistes, formaient une minorité active dans les conseils, de plus en plus hors des conseils, dans la société, dans la rue. Une autre question importante à tenir en compte lorsqu'on se réfère à la révolution en Allemagne, concerne les différences, désaccords, une distance même, qui s'est érigée entre les « délégués révolutionnaires » et les spartakistes. De par leur expérience, le rôle qu'ils jouaient dans les entreprises, les délégués formaient une sorte d'avant-garde ouvrière révolutionnaire, ils étaient très respectés par les ouvriers, même d'obéissance social-démocrate. Ils étaient plutôt critiques envers le côté activiste et volontariste des spartakistes : les bagarres de rue, les affrontements avec les flics, les occupations des lieux du SPD, coopératives et journaux. La plupart des « délégués révolutionnaires » prenaient leurs distances. Ils appelaient ces pratiques de « la gymnastique révolutionnaire » et considéraient qu'elles aboutissaient à l'épuisement, voire à l'élimination, des militants les plus combattifs. Et que, au vu du rapport de force, le mouvement risquait d'aller dans le mur. Aujourd'hui, il est facile de trancher pour ou contre. Cela l'était beaucoup moins à l'époque. De leur côté, les radicaux, les spartakistes, considéraient qu'il fallait tout de même forcer les rapports de force puisqu'il y avait une possibilité de transformation de la société. Peut-être, avaient-ils mal mesuré leurs forces et leur chance de mobiliser le reste des travailleurs, les éloigner de la social-démocratie. Ils voyaient à l'inverse, les « délégués révolutionnaires », comme trop proches du compromis ou trop tacticiens. Majoritaire dans les conseils, la social-démocratie s'est attachée — dès le début de la république de Weimar — à réprimer et à marginaliser les radicaux tout en institutionnalisant par décret les conseils dans les entreprises. Et les conseils sont devenus des simples comités d'entreprises comme dans le monde moderne capitaliste. Ils leur ont donné un pouvoir de gestion de la force de travail à l'intérieur des entreprises sans toucher le pouvoir général dans la société. Dans des conditions historiques autres et dans un cadre politique différent, le projet de contrôle ouvrier sous gestion syndicale que les bolcheviques réussirent à imposer en Russie, releva des mêmes objectifs.

Pour comprendre ce processus d'intégration des conseils il faut se référer aux travaux de ceux qui ont étudié et analysé cette période et qui se sont aussi réclamés de l'idée des conseils, comme les Hollandais, (Herman) Gorter ou (Anton) Pannekoek, les Allemands comme Otto Rühle, ou Paul Mattick... Ils ont essayé de mettre en valeur l'esprit révolutionnaire qui anima au départ le mouvement des conseils, lesquels, en tant que forme, furent finalement réduits à un cadre de gestion d'entreprise. Pannekoek insistait sur le fait que les conseils ouvriers n'étaient pas une forme d'organisation en soi mais un esprit de lutte. On revient là à la question du fétichisme. Quand, pendant la deuxième guerre mondiale, Pannekoek écrit le livre, *Les Conseils ouvriers*, il rappela qu'on ne doit pas fétichiser les conseils ouvriers, les transformer en une sorte de panacé. Néanmoins, il est vrai, dans ce même livre, Pannekoek ébauche une construction, une conception de la réorganisation de la société post-capitaliste à partir des conseils. Mais je crois que même sur ce plan, le conseil était pour lui que la forme spécifique qui prendrait l'énergie auto-émancipatrice, et non le conseil en tant que forme figée. Toute forme d'organisation créée sous une période révolutionnaire peut changer de fonction. Kropotkine l'avait déjà souligné en étudiant la Grande Révolution française. Karl Korsch de son côté, s'est beaucoup attaché à souligner cet aspect du changement de fonction des formes d'organisation selon le mouvement réel. Des conseils, nés au cours d'une révolution, peuvent devenir des institutions d'intégration de la classe ouvrière au sein du capitalisme, lequel peut les

utiliser comme forme d'étouffement des aspirations révolutionnaires.

En Allemagne, la mise à l'écart des radicaux a redoublé d'intensité après janvier 1919, avec le massacre des spartakistes. Les débats au sein du tout jeune parti communiste KPD, avec la formation d'un parti communiste anti-parlementaire, le KAPD, s'inscrivirent dans la logique des antagonismes de classe. Les groupes radicaux issus du mouvement des conseils et opposés à la bolchévisation progressive du courant communiste s'y retrouvèrent. Le dernier sursaut révolutionnaire, connu comme « L'action de mars », eut lieu en 1921 dans la région de Mansfield en Allemagne centrale, avec une grève générale insurrectionnelle qui fut écrasée par les forces répressives de la République. Le KAPD y joua un rôle important et volontariste. La remise en ordre capitaliste se fit de façon violente et sanglante. Dans les premières années de l'Allemagne de Weimar, il y eut des milliers de morts et de prisonniers politiques. On sait aujourd'hui que la plupart des victimes étaient des membres de la FAUD, des anarcho-communistes et anarcho-syndicalistes. Ils militaient souvent avec les spartakistes, plus tard avec les gens du KAPD ou des Unions, qui étaient les organisations d'usine du KAPD, regroupant à l'époque des dizaines de milliers de travailleurs révolutionnaires. Pour les chefs de la social-démocratie, le mot « spartakiste » était synonyme de révolutionnaire, ils ne faisaient pas le tri entre un anarchiste et un communiste de gauche. Au départ, les spartakistes, même après la fondation du parti communiste allemand, le KPD, se présentaient un peu comme une « mouvance », comme on dit aujourd'hui. Des radicaux, y compris les membres de la FAUD, se considéraient parfois comme « spartakistes », selon les quartiers, les régions, les usines... On retrouvait, dans les actions directes et les grèves insurrectionnelles, côte à côte, des communistes anti-léninistes, des léninistes, des anarchistes. Paul Mattick (5), raconte que, dans les actions directes, les militants du KAPD se trouvaient souvent avec les gens du KPD en voie de bolchévisation. Le problème était que ces derniers se soumettaient rigideusement aux directives d'en haut, des dirigeants, lesquelles pouvaient changer du jour au lendemain. « *Hier vous étiez d'accord pour mener telle action avec nous et aujourd'hui vous avez changé d'avis ?* ». Non, ils n'avaient pas changé d'avis, seulement, entre-temps, les consignes du parti avaient changé... Les gens du KAPD et de la FAUD fonctionnaient de façon plus autonome et spontanée. Dans ces organisations, l'esprit des conseils ouvriers du départ se perpétuait.

Des pans entiers de la société allemande sombrèrent avec l'échec de la révolution, le massacre de ces militants et la disparition de ces courants. Une liquidation qui ouvrit le chemin au développement des courants autoritaires, un KPD bolchévisé et rigide et en face le parti national-socialiste. Les forces spontanées, créatives et auto-émancipatrices qui existaient dans la société furent ensevelies pour longtemps, menant, à terme, à la barbarie du nazisme et de la deuxième guerre mondiale. Il n'est d'ailleurs pas possible de comprendre le foisonnement créateur et artistique de Weimar sans en tenir compte. Par exemple, l'expressionnisme et le dadaïsme furent aussi le produit de ce foisonnement d'actions et de pensées, d'engagement révolutionnaire.

Une dernière question soulevée par ces courants communistes nouveaux resta alors confinée à des milieux militants restreints. En avance par rapport aux enjeux de l'époque, elle se révèle aujourd'hui d'actualité. Il s'agit de la question de la double appartenance, de la double organisation. Un mouvement qui affronte pratiquement la subversion de la société est-il compatible avec la séparation entre la forme syndicat et la forme parti ? Vers la fin de la révolution allemande, une tendance émergea en opposition à cette séparation, tendance dite « unitaire », parce que revendiquant la création d'organes unitaires dans les entreprises, avec une fonction revendicative ou politique, selon les circonstances et les besoins. Les unitaires refusaient la séparation entre parti et syndicat, laquelle, pour eux, renvoyait aux conceptions et pratiques du mouvement ouvrier de matrice sociale-démocrate avant-gardiste. Même le KAPD, parti antiparlementaire et critique du léninisme qui se concevait comme un parti d'élites et d'action exemplaire, avait ses propres organisations d'usine, des Unions qui jouaient une fonction similaire à celle d'un syndicat. Une minorité s'éleva alors contre cette conception de double organisation et défendit la création

d'unions unitaires. Il y avait, sans doute une proximité de ce courant avec les conceptions du syndicalisme-révolutionnaire, d'après lequel les organisations syndicales devraient être aussi les organisations de transformation de la société. Les unitaires furent d'ailleurs souvent taxés de déviation anarchiste et attirèrent nombre d'anarchistes, des artistes aussi des mouvances dadaïstes et expressionnistes. Parmi les théoriciens de cette nouvelle idée, il y avait Otto Rühle, un ancien député de la sociale démocratie qui avait voté avec Liebknecht contre les crédits de guerre, qui avait participé à la fondation du KPD et ensuite du KAPD. La question ne concerne pas que les courants marxistes, on sait qu'elle traverse aussi les conceptions anarchistes, où on trouve la même séparation entre la FAI et la CNT.

Mais, surtout, elle garde toute son actualité. Dans des moments révolutionnaires ces séparations tendent à être dépassées. Ce fut le cas en Allemagne lors de la grève générale contre le Putsch de Kapp (1920) ou lors de l'« Action de Mars » (1921), en Espagne en 1936, en Mai 68 ou encore dans la révolution portugaise de 1974-75. Dès que les mouvements révolutionnaires s'étiolent, les divergences ressurgissent, les forces bureaucratiques s'imposent et le rétablissement de l'ordre capitaliste réintroduit la double organisation, la séparation entre vie politique et action syndicale.

Revenons à l'interrogation du départ. Aujourd'hui, quand on débat de la question de l'organisation, il faut partir, bien sûr, de la critique des vieilles formes du mouvement ouvrier, partis et syndicats, dont le rôle intégrateur fut confirmé par l'expérience historique. Mais il faut aussi s'opposer à toute tentative de fétichisation des formes perçues comme révolutionnaires comme les assemblées générales, les coordinations, les comités d'actions, les conseils, les communes. L'important est le contenu, l'esprit de l'action et les perspectives dont ces organisations sont imprégnées. Pannekoek disait que l'organisation, c'est la forme spécifique que prend un esprit de lutte donné. Comment on s'organise et en fonction de quel but ? Quel rapport il y a entre l'organisation et les objectifs à atteindre ? D'où en découle un ensemble de principes. Le déterminant n'est pas la forme d'organisation, ou l'image fétiche qu'elle véhicule à travers les idéologies.

I : Comment des millions d'ouvrier-e-s, adhérent-s des idées de la sociale démocratie, à l'heure où les questions de la violence et du renversement du pouvoir sont posées et où la grève générale est régulièrement à l'agenda peuvent perdre face à la répression. Qu'est ce qui a manqué pour atteindre l'objectif du renversement de la république de Weimar?

On peut y apporter une réponse de nature léniniste, la plus facile et la plus sécurisante. Il aurait manqué « une vraie » organisation révolutionnaire. C'est le discours bolchévique classique sur l'échec de la Révolution allemande (6). Je ne pense pas que l'argument tienne. Il y avait un parti marxiste dominant, le SPD, qui voulait changer la société et instaurer le socialisme d'Etat, bien sûr, avec des moyens et une tactique réformiste. La société, les masses ouvrières, aspiraient à la paix et l'idée même de révolution inquiétait, elles préféraient la voie dite douce des réformes. Ainsi les travailleurs firent confiance au SPD pour les amener à l'objectif final, la création d'une société socialiste étatisée. Il faut s'imaginer combien il était difficile pour la classe ouvrière allemande de rompre avec une force politique qui était un Etat dans d'Etat, qui avait façonné pendant des décennies leur façon de penser, de voir le monde et d'agir en soumission aux chefs. Les débats même sur la socialisation de l'économie furent presque toujours ramenés au cadre de la planification d'Etat. Quand la situation sociale s'est radicalisée, les révolutionnaires se sont rapidement trouvés exclus des conseils. Seuls les « délégués-révolutionnaires », de par leur prestige, ont pu continuer à s'y exprimer sans pour autant réussir à inverser l'orientation sociale-démocrate. En Russie 1917, les soviets furent beaucoup plus politiques qu'en Allemagne et laissèrent s'exprimer toute une variété de tendances, allant des menchéviques aux anarchistes en passant par les bolchéviques. En Allemagne où il y avait une culture intégrée du compromis les radicaux se trouvèrent en décalage, n'ont pas parvenu à entraîner la majorité, ni même une partie importante de la classe ouvrière. Rosa Luxembourg elle-même se montra prudente, même si elle n'a pas eu le temps d'analyser en profondeur les rapports de force qui se mettaient en place après 1918, puisqu'elle fut assassinée, en

1919, par les mercenaires au service de la social-démocratie. Au premier congrès du KPD, elle s'était pliée à la majorité tout en émettant des réserves, elle pensait que les révolutionnaires n'avaient peut-être pas les moyens de leurs objectifs. Elle sentit qu'il y avait un côté minoritaire dans le volontarisme des spartakistes. Dans ce sens-là les spartakistes étaient tout aussi avant-gardistes et volontaristes que les bolchéviques. L'existence d'un « vrai » parti avant-gardiste n'aurait rien changé à la situation et aux rapports de force. Et puis, beaucoup dépendait de la situation globale en Europe. Est-ce que la révolution en Russie allait s'étendre à l'ouest? Rosa Luxemburg avait un sens politique très fin, elle, qui avait reconnu la nouvelle « énergie révolutionnaire » dans le mouvement des conseils ouvriers, pressentit aussi la défaite. Dans ce sens-là, elle eut tragiquement raison. Il est plus facile de juger l'histoire à notre place, à posteriori. Sur le moment, la situation semblait ouverte, il y avait des possibles. Rosa Luxemburg eut une position radicale, même si elle avait des doutes, elle assumait l'élan de la base et l'esprit révolutionnaire du moment. Elle faisait partie d'une organisation qui avait une intelligence collective, une vivacité et une créativité autonome énorme, qui cherchait à forcer la maturation des possibles. Comme beaucoup de milliers d'autres révolutionnaires allemands, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont payé le prix des limites du moment historique. Les spartakistes pensaient que la social-démocratie allait perdre le contrôle des masses et que les ouvriers allaient embrasser le choix de la subversion de l'ordre des choses et s'engager pour une société nouvelle. Cela ne s'est pas produit.

Pour moi ce sont les événements de l'histoire qui apportent une réponse à la question posée, la révolution ne fut pas possible en Allemagne mais cela n'était pas posé à l'avance. Les situations révolutionnaires de rupture sont à chaque fois historiquement différentes. Il y a des moments où on réussit à aller loin, dans d'autres moments, on n'y parvient pas. Le communiste antistalinien Franz Borkenau croyait avoir identifié une « vieille règle » : « *une révolution doit être portée jusqu'à ses conséquences extrêmes ou, en fait il vaut mieux ne pas la commencer* ». Ce sont des moments de rupture où les individus, même les organisations, sont portés par un mouvement contradictoire et chargé de possibles. Des affinités, des groupes, des associations se créent, on peut évoluer et changer d'organisation et de tactique. Mais le devenir n'est pas clair, il est encore inscrit dans le mouvement et dans ses contradictions. Puis, dans la rue ou dans les entreprises, les ancrages et les évolutions ne se font pas de la même façon. Quoi qu'il en soit, quand on s'intéresse à la subversion du monde, qu'on aspire à une société nouvelle, on doit être prêt à accepter que des questions ne trouvent pas de réponse pratique immédiate, on peut se les poser théoriquement mais on ne peut pas attendre une réponse autre que celle instituée par le mouvement même de subversion.

(1) *Le Socialisme Sauvage, essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*, L'échappée, 2018.

(2) Deux livres essentiels pour comprendre le processus contradictoire de la Révolution russe : Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie (1905-1917)*, Gallimard, 1972, et Maurice Brinton, *Les Bolchéviques et le contrôle ouvrier*, Les Nuits Rouges, 2016.

(3) Sur le mouvement des délégués révolutionnaires, Gabriel Kuhn, *Tout le pouvoir aux conseils*, Les Nuits rouges, 2017.

(4) Sebastian Haffner, *Allemagne, 1918 : une révolution trahie*, Agone, 2018.

(5) Paul Mattick, *La révolution fut une belle aventure*, L'échappée, 2013.

(6) Gilbert Badia, *Le Spartakisme*, L'Arche, 1967, restreint le mouvement des conseils à un contenu réformiste, insuffisant en absence du parti véritablement bolchevique. De son côté, le trotskiste Pierre Broué, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, Minuit, 1971, étudie la révolution allemande par le prisme de l'action du KPD et de son processus de bolchévisation. Quelques années plus tard, Chris Harman livre une version simpliste et réductrice de cette approche, *La révolution allemande : 1918-23*, La fabrique, 2015.

Lettre du Chili



■ Cette lettre du Chili nous est parvenue par des amis à qui l'on reconnaîtra la pertinence d'avoir saisi plus vite que le vaste monde de l'expertise sans talent l'importance historique que pourrait avoir, pour les oubliés de partout et de nulle part, un mouvement d'un type aussi peu identifiable et aussi clairement apartidaire que celui des Gilets jaunes. À quelques jours de fêter le premier anniversaire de leur soulèvement, force nous est de constater que l'onde de choc de la question sociale – de son retour plutôt – est en train de produire des effets majeurs dans plusieurs pays et que, partout désormais, le monde de l'Économie semble se heurter à une résistance populaire inédite. Car c'est sa logique même de saccage de la communauté humaine qui se voit, quels que soient la forme qu'elle prenne et le contexte politico-social dans lequel elle s'exprime, massivement contestée. En plus des questions de fond qu'il pose, en en laissant beaucoup en suspens, ce texte-lettre, qui émane d'insurgés de Santiago, atteste du bonheur qu'il y a à voir, en en étant, un peuple se lever contre l'inacceptable et, ce faisant, perdre la peur et retrouver la dignité. Bonne lecture ! – À *contretemps*.

Ce que nous vivons ici est magnifique ! Cela fait deux semaines maintenant que ce soulèvement nous a permis de vaincre la peur, l'indolence et la frustration de vivre sous la dictature de l'argent, mais aussi de nous rencontrer comme êtres humains, par-delà toutes les identités qui nous avaient maintenus séparés.

Depuis le début, cette insurrection généralisée spontanée exprime une critique en actes du mode de vie capitaliste. Elle exproprie et détruit ses symboles et ceux de l'État : supermarchés, pharmacies, banques, commissariats, édifices municipaux, etc. Ses revendications sont nombreuses, si nombreuses que chacun sait que la seule question qui se pose est celle d'un changement structurel. « Plus rien ne sera comme avant », entend-on dans les rues. Notre désir de vivre a retrouvé de la force dans l'aventure de cette lutte contre le système.

La précarisation qui prévaut dans ce territoire et contre laquelle ce mouvement s'est levé, n'est pas le produit de mesures d'austérité. Ici, l'État de bien-être n'a jamais existé. Elle est le résultat d'un saccage organisé par l'État-Capital. Comme tu le sais sûrement, le Chili fut l'un des berceaux du néo-libéralisme. Le dictateur Pinochet a tout vendu : l'eau, la santé, les pensions de retraite, l'éducation, les routes, la mer, etc. Et la démocratie qui lui succéda consolida ce système social et économique.

Mais, à force d'humiliations et d'abus répétés des politiciens et des patrons, la conscience de tous s'est aiguisée. Un des slogans de cette insurrection l'exprime : « Il ne s'agit pas de 30 pesos [l'augmentation du prix du ticket de métro qui provo-

qua ce soulèvement fut de 30 pesos, soit de 4%], il s'agit de 30 ans »¹. Claire est l'allusion à l'époque de la « transition vers la démocratie », l'année 1989 étant celle qui vit accéder au pouvoir, après la dictature, le premier président élu démocratiquement. Ce slogan – que les indiens Mapuches ont fait leur en le transformant ainsi : « Il ne s'agit pas de 30 pesos, mais de plus de 500 ans »² – est révélateur du niveau de conscience des insurgés quand ils font de la dictature de Pinochet et du régime démocratique les deux faces de la dictature du capital, l'État n'étant, à travers les politiciens et autres experts qui pullulent dans sa sphère, que son simple exécutant.

C'est là que se manifeste une autre caractéristique de ce mouvement : la totale absence en son sein des partis politiques. Bien que, sans crainte du ridicule, ceux qui s'en sont faits les détracteurs nous affirment qu'il serait, à travers la faction gauchiste d'ici, sous influence russe, vénézuélienne ou cubaine, le fait est que les seuls drapeaux qu'on y voit sont celui du Chili, des peuples indigènes et des équipes de foot. Du haut du pouvoir on se désespère de lui fabriquer des représentants, ces voix autorisées avec lesquelles on pourrait négocier. On en cherche dans les organisations syndicales et sociales ; on convoque aussi des assemblées citoyennes. Jusqu'à maintenant personne n'a accepté de jouer ce rôle. Le caractère de masse et la diversité de ce mouvement sont des antidotes contre toute tentative de récupération.

On dénombre, à ce jour, plus de 4 000 arrestations (parmi lesquelles plus de 400 enfants et adolescents) et plus de 1 300 blessés par armes à feu. Il y a plus de 100 dépôts de plainte pour torture et une vingtaine pour violences sexuelles de la part de la police. D'après les chiffres officiels, on compte 33 morts et plus de 140 personnes souffrent de lésions oculaires – 26, parmi elles, ayant perdu l'usage d'un œil. (Quand j'ai lu dans un article censuré par *Le Monde* qu'en France aussi la police éborgnait, j'ai été surpris de constater que les deux polices s'accordaient sur les mêmes techniques de répression.)

Quelques heures à peine après le début de l'insurrection – qui coûta très cher aux grands capitalistes, même si ce coût est sans comparaison avec le montant de leurs vols –, le pouvoir déclara l'« état d'exception », ce qui lui permit d'imposer des couvre-feux et de sortir les militaires des casernes pour réprimer aux côtés de la police. Cela fait une semaine que l'« état d'exception » a été levé, mais le niveau de répression n'a pas baissé. La police continue d'utiliser des armes anti-émeute (pratique mise en œuvre dans ces manifestations) et de procéder à des arrestations massives ou sélectives.

Tous les secteurs politiques et les chaînes de télévision nous disent qu'il est possible de manifester « à condition d'être pacifiques ». (Certains bons citoyens ont revêtu des gilets jaunes popularisés par le mouvement français pour développer, en alliés de la police, leurs propres techniques de maintien de l'ordre.) Mais le niveau de répression est très élevé, même quand on manifeste de façon moins offensive, plus mesurée. Il faut croire que la police redoute vraiment que nous passions beaucoup de temps ensemble...

L'État a les mains pleines de sang. Il nous dit qu'il réprime pour notre paix. Peu nombreux sont ceux qui le croient. Malgré l'énorme violence qu'il nous inflige, personne n'a peur de lui. Et, de fait, on constate, dans les manifestations, une prolifération de noyaux de plus en plus larges qui répondent aux « forces de l'ordre » par la violence offensive et l'autodéfense.

¹ « No son treinta pesos, son treinta años ! »

² « No son treinta pesos, son más de quinientos años ! »

Il est vrai que, majoritairement, nous sentons bien que nous n'avons plus rien à perdre, qu'il n'y a pas d'avenir dans cette société. D'un côté, la télévision nous inonde de nouvelles sur la catastrophe écologique qu'elle-même nous prie aussitôt d'oublier en nous montrant des publicités de tout ce que nous pouvons acheter. De l'autre, nous constatons qu'être vieux dans ce Chili relève de l'enfer. On peut avoir travaillé toute sa vie pour une retraite misérable. Et, de fait, les anciens se voient obligés de continuer à travailler jusqu'à la mort. Je n'exagère pas. Il y a cinq ans, une nouvelle a fait grand bruit ici : il s'agissait de l'histoire d'un jardinier qui travaillait en face du Palais de La Moneda, le siège de la présidence, et qui mourut assis sur un banc de la place qu'il fut chargée de balayer les dernières années de sa vie. Il avait 80 ans.

Certains voudraient canaliser cette irruption à travers la création d'une nouvelle Constitution. Celle que nous avons date de l'époque de Pinochet ; elle légitime le saccage. La revendication d'une assemblée constituante d'où sortirait cette nouvelle Constitution rencontre chaque fois plus d'échos parmi certains groupes. Il m'arrive de penser que, si on la satisfaisait, le mouvement perdrait en puissance. Mais, d'un autre côté, je pense aussi que, si elle répondait aux multiples aspirations du peuple, une autre Constitution pourrait contribuer à modifier si profondément l'ordre des choses au Chili qu'elle accoucherait d'un autre pays où, peut-être, la nouvelle Constitution finirait par ne plus avoir de nécessité. Car cette révolte remet intuitivement en cause les fondations de la structure sociale capitaliste.

Le moment que nous vivons semble être notre seule terre fertile. Quelques jours durant, tout a semblé possible. Beaucoup d'assemblées de quartier autoconvoquées ont été créées. Certaines villes frappées par la pollution des industries extractivistes se sont confrontées aux grands capitaux et paralysé leurs projets. Voir surgir ces formes d'organisations spontanées a été passionnant.

Les manifestations continuent d'être massives. Elles ressemblent à des fêtes. Dans les rues conquises, les gens se sentent heureux. On y danse, on y chante, on y partage des idées, des repas, des sourires. Personne ne sait ce qu'il va advenir de tout cela. Pour le moment, nous continuons de profiter de nos rencontres, en parlant sur la puissance qui naît du fait de nous voir et de nous sentir.

Que faut-il faire pour progresser dans la destruction de cet ordre qui s'écroule de lui-même sans notre intervention ? S'agit-il seulement de vivre nos vies à contre-courant des exigences du capital ? Faut-il renoncer à mettre à bas ce système dans son ensemble pour nous consacrer à construire, sur ses ruines, ici et maintenant et dans les limites et potentiels des circonstances, nos propres formes d'organisation ?

Santiago, le 1^{er} novembre 2019,
[Traduit de l'espagnol (Chili) par **José Fergo**.]

– À *contretemps* / Odradek / novembre 2019 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article735>]

Nous sommes là où tout commence !



Les coups de boutoir que la liberté porte à l'hydre capitaliste, qui l'étouffe, font fluctuer sans cesse l'épicentre des perturbations sismiques. Les territoires mondialement ponctionnés par le système du profit sont en butte à un déferlement des mouvements insurrectionnels. La conscience est mise en demeure de courir sus à des vagues successives d'événements, de réagir à des bouleversements constants, paradoxalement prévisibles et inopinés.

Deux réalités se combattent et se heurtent violemment. L'une est la réalité du mensonge. Bénéficiant du progrès des technologies, elle s'emploie à manipuler l'opinion publique en faveur des pouvoirs constitués. L'autre est la réalité de ce qui est vécu quotidiennement par les populations.

D'un côté, des mots vides travaillent au jargon des affaires ; ils démontrent l'importance des chiffres, des sondages, des statistiques ; ils manigancent de faux débats dont la prolifération masque les vrais problèmes : les revendications existentielles et sociales. Leurs fenêtres médiatiques déversent chaque jour la banalité de magouilles et de conflits d'intérêts qui ne nous touchent que par leurs retombées négatives. Leurs guerres de *dévastation rentable* ne sont pas les nôtres ; elles n'ont d'autre but que de nous dissuader de mener la seule guerre qui nous concerne, la guerre contre l'inhumanité mondialement propagée.

D'un côté, selon l'absurde vérité des dirigeants, les *choses* sont claires : revendiquer les droits de l'être humain relève de la violence anti-démocratique. La démocratie consisterait donc à réprimer le peuple, à lancer contre lui une horde de policiers que pousse à des comportements fascistes l'impunité garantie par le gouvernement et par les candidats d'opposition, avides de lui succéder. Imaginez à quels trémolos se livreront les zombies médiatiques si l'immolation par le feu d'une victime de la paupérisation débouche sur l'incendie du système responsable !

De l'autre, la réalité vécue par le peuple est tout aussi claire. On ne nous fera pas admettre que l'on puisse réduire à un *objet* de transactions marchandes l'astreinte du travail mal rémunéré, la pression bureaucratique accroissant les taxes, diminuant le montant des retraites et des acquis sociaux, la pression salariale qui réduit la vie à une stricte survie. La réalité vécue n'est pas un chiffre, c'est un sentiment d'indignité, c'est le sentiment de n'être rien entre les griffes de l'État, un monstre qui se racornit en peau de chagrin sous la ponction des malversations financières internationales.

Oui, c'est dans le choc de ces deux réalités – l'une imposée par le fétichisme de l'argent, l'autre qui se revendique du vivant – qu'une étincelle, souvent infime, a mis le feu aux poudres.

Il n'est pas de futilité qui ne soit aujourd'hui de nature à déchaîner la violence de la vie réprimée, de la vie résolue à briser ce qui la menace d'extinction.

L'inertie séculaire, la léthargie si bien confortées par la vieille recette « du pain et des jeux », fondent la formidable puissance de la servitude volontaire. Déjà dénoncée au XVI^e siècle par La Boétie, elle demeure notre ennemi le plus implacable. En nous

attaquant de l'intérieur, la servitude volontaire favorise une propension qui agit chez beaucoup comme une drogue : la volonté d'exercer un pouvoir, d'endosser le rôle de guide. L'autorité de quelques-uns a bien souvent infesté les milieux libertaires de sa morbidité. Aussi faut-il se réjouir de la détermination des Gilets jaunes et des insurgés de la vie quotidienne à rappeler sans trêve leur refus de chefs, de délégués auto-proclamés, de maîtres à penser, de grenouilles de bénitiers politiques et syndicales.

Libre à ceux qui souhaitent mourir en paix d'attendre la mort dans le confort conjoint du cercueil et de la télévision, mais nous ne laisserons pas leur gâtisme infester notre volonté de vivre.

Ce que nous voulons, c'est la souveraineté de l'être humain. Rien de plus, rien de moins.

La paupérisation frappe à la porte avec une violence accrue, qui va la défoncer. C'en est fini de l'hédonisme des derniers jours que martèle le slogan consumériste et gouvernemental : « Jouissez d'aujourd'hui car demain sera pire ! » Le pire, c'est maintenant, si nous continuons à nous en accommoder. Cessons de croire à la toute-puissance du capitalisme et du fétichisme de l'argent. Nous avons appris que la grande farce macabre qui fait valser le monde n'obéit plus qu'à un petit ressort sordide, celui du profit à court terme, de l'absurde rapacité d'un boutiquier en faillite raclant les fonds de tiroirs.

Je ne parle pas d'espoir. L'espoir n'est que le leurre de la désespérance. Je parle de la réalité de toutes les régions de la terre où une insurrection de la vie quotidienne – appelez cela comme vous voulez – a entrepris de démanteler la dictature du profit et de jeter à bas les États qui l'imposent à des peuples censés être représentés par eux. Ce que nous voulons, ce n'est pas demain, c'est maintenant, comme l'expriment très bien les aides-soignants, infirmières, infirmiers, urgentistes, médecins confrontés à la gestion économique qui déshumanise le secteur hospitalier.

Le système d'exploitation de la nature terrestre et de la nature humaine a mondialement plombé l'horizon. La chape de la rentabilité à tout prix ne laisse aucune issue à la générosité de la vie et au sens humain qui en favorise la pratique.

De toute évidence, exploités et exploités sont persuadés que la marmite va exploser. La violence est inéluctable. Le problème n'est pas là. La question à résoudre sans ambiguïté repose sur une alternative.

Allons-nous tolérer que l'explosion sociale débouche sur un état de guerre civile endémique, sur un chaos de vengeances et de haines qui bénéficiera en fin de compte aux mafias multinationales, libres de poursuivre impunément, et jusqu'à l'autodestruction, leur projet de désertification lucrative ?

Ou bien, allons-nous créer des microsociétés affranchies de la tyrannie étatique et marchande, des territoires fédérés où l'intelligence des individus se libère de cet individualisme de troupeau en mal d'un guide suprême qui les mène à l'abattoir ? Allons-nous enfin oser prendre en mains notre propre destinée et araser une jungle sociale où les bêtes de somme n'ont d'autre liberté que celle d'élire les bêtes de proie qui les dévorent ?

En 1888, Octave Mirbeau écrivait : « Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien et n'espèrent rien. Mais du moins, ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des révolutions pour conquérir ce droit. »

N'êtes-vous pas lassés de faire virevolter de génération en génération la même et inusable pièce de monnaie : pile la matraque de l'Ordre, face le mensonge humanitariste ?

Il n'y a pas de « vote du moindre mal », il n'y a qu'une démocratie totalitaire, que seule révoquera la démocratie directe exercée par le peuple et pour le peuple. Je me suis amusé au passage d'un slogan qui, si sommaire qu'il soit, appelle à une réflexion plus poussée : « Macron, Le Pen, Mélenchon, même combat de cons ! » (j'aurais

préféré « même combat de capons », mais le rejet de toute forme de pouvoir et de dialogue avec l'État fait partie de ces petits plaisirs d'où viennent les grandes vagues de la jouissance individuelle et collective).

Autonomie, auto-organisation, autodéfense

Les instances au pouvoir ne vont pas tolérer que le peuple s'affranchisse de leur tyrannie. Nous devons nous préparer à une longue lutte. Celle à mener contre la servitude volontaire ne sera pas la moindre. La seule assise dont le despotisme puisse se prévaloir, c'est la hargne sécuritaire des résignés, c'est le ressentiment suicidaire d'une majorité prétendument silencieuse qui hurle sa haine de la vie.

La meilleure défense est toujours l'offensive. À ce principe, amplement démontré par la tradition militaire, j'aimerais substituer celui de l'ouverture, car, à l'avantage de briser l'encerclement s'ajoute le plaisir de briser l'*encasernement*.

L'ouverture à la vie, nous la voyons à l'œuvre dans la farouche détermination des insurrections en cours. Même si certaines s'éteignent, elles repartent de plus belle. Nous le sentons dans le caractère festif des manifestations de protestations qui perdurent bien qu'elles se heurtent à l'aveuglement, à la surdité, à la rage répressive des gouvernements. C'est en me fondant sur cette ouverture que j'ai parlé de pacifisme insurrectionnel.

Le pacifisme insurrectionnel n'est ni pacifique, au sens bêlant du terme, ni insurrectionnel, si l'on entend par là les aberrations de la guérilla urbaine et guévariste.

Je n'ai ni vocation de guerrier, ni vocation de martyr. Je m'en remets à la vie et à sa poésie du soin de dépasser les contraires afin qu'ils ne deviennent pas contrariétés, afin qu'ils échappent à la dualité manichéenne du pour et du contre. Je mise sur la créativité des individus pour inventer une révolution dont il n'existe aucun exemple par le passé. Le désarroi et les incertitudes d'une civilisation qui naît n'ont rien de commun avec le désarroi d'une civilisation qui n'a que la certitude de crever.

Philosophes, sociologues, experts en pensées, épargnez-nous les sempiternelles discussions sur la malignité du capitalisme qui rentabilise son agonie. Tout le monde est d'accord sur ce point, même les capitalistes. Les vrais problèmes en revanche n'ont pas été abordés. Ce sont ceux de la base, ceux des villages et des quartiers urbains, ceux de notre propre corps, qui est tout de même, faut-il le rappeler, le vrai décideur de notre destinée, non ?

Plus les luttes se répandent planétairement, plus leur sens gagne en radicalité, en profondeur, en expérience vécue, plus elles se passent d'engagement militant, plus elles se moquent des intellectuels, spécialistes en manipulation subversive ou réactionnaire (car la manipulation traite l'une et l'autre comme l'avant et le revers d'une pièce de monnaie). C'est à la fois dans leur vécu existentiel et dans leur fonction sociale que les individus se découvrent sur le terrain où leur aspiration à vivre commence à saper et à déblayer le mur que les chiffres d'affaires leur opposent, comme si là s'arrêtait leur destin.

Non, on ne peut plus parler de l'homme abstrait, le seul que reconnaissent les statistiques, les calculs budgétaires, la rhétorique de celles et ceux qui – laïcs ou religieux, humanistes ou racistes, progressistes ou conservateurs – font matraquer, éborgner, violer, emprisonner, massacrer, tandis que, tapis dans leurs ghettos de lâches, ils comptent sur l'arrogant crétinisme de l'argent pour assurer leur impunité et leur sécurité.

La dictature du profit est une agression contre le corps. Confier à la vie le soin de nous immuniser contre le chancre financier qui corrompt notre chair implique une lutte poétique et solidaire. Rien de tels que les feux de la joie de vivre pour réduire en cendre la morbidité du monde ! La révolution a des vertus thérapeutiques, insoupçonnées jusqu'à nos jours.

Écologistes, qu'allez-vous brailler à l'amélioration climatique auprès d'États qui

vous narguent en polluant chaque jour davantage, alors qu'il est urgent d'agir sur un terrain où les questions n'ont rien de mondanités intellectuelles. Des questions telles que :

Comment passer des terres empoisonnées par l'agro-alimentaire à leur renaturation par la permaculture ?

Comment interdire les pesticides sans léser le paysan qui, piégé par Monsanto, Total et consorts, détruit sa santé en détruisant celle des autres ? Comment rebâtir sur des bases nouvelles ces petites écoles de village et de quartier que l'État a ruinées et interdites pour promouvoir un enseignement concentrationnaire ?

Comment boycotter les produits nocifs et inutiles que le harcèlement publicitaire nous enjoint d'acheter ?

Comment constituer des banques d'investissement local où la monnaie d'échange palliera opportunément l'effondrement monétaire et le krach financier programmé ?

Comment couper court aux prélèvements fiscaux que l'État affecte aux malversations bancaires, et entreprendre de les investir dans l'autofinancement de projets locaux et régionaux ?

Surtout, comment propager partout le principe d'une gratuité que la vie revendique par nature et que le fétichisme de l'argent dénature. Gratuité des trains et des transports publics, gratuité des soins, gratuité de l'habitat et de l'autoconstruction, gratuité graduelle de la production artisanale et alimentaire locale.

Utopie ? Y a-t-il pire utopie que le fatras de projets absurdes et délétères que débattent, sous les yeux fatigués des téléspectateurs, ces cabotins sans talent qui agitent le spectre de leurs guerres de commis-voyageurs, réitèrent sans fin la pitrerie du combat des chefs, *voilent* sous de faux débats les vraies questions existentielles et sociales, éclipsent le terrorisme d'État par un terrorisme de faits divers où la folie suicidaire croît avec la paupérisation et un air ambiant de plus en plus irrespirable ?

A-t-on assez pris conscience que, dans leur diversité, voire dans leurs divergences, les Gilets jaunes et les mouvements revendicatifs formaient un formidable *groupe de pression* capable de boycotter, bloquer, paralyser, détruire tout ce qui pollue, empoisonne, appauvrit, menace notre vie et notre environnement ? Nous faire sous-estimer notre puissance et notre créativité relève des mécanismes démocratiques de la tyrannie étatique et marchande. Plus que sur ses gendarmes, la force illusoire de l'État repose sur un effet de propagande qui nous presse à chaque instant de renoncer à la puissance poétique qui est en nous, à cette force de vie dont aucune tyrannie ne viendra à bout.

Or, pendant ce temps-là...

Au Chili, la lutte contre la vermine qui prolifère sur le cadavre de Pinochet a ravivé la conscience que tout doit repartir de la base, que les représentants du peuple ne sont pas le peuple, que l'individualiste manipulé par l'esprit grégaire n'est pas l'individu capable de réfléchir par lui-même et de prendre le parti de la vie contre le parti de l'argent qui tue. Il faut laisser au peuple la conquête d'une intelligence qui lui appartient et que les diverses formes de pouvoir s'attachent à lui ôter.

Il en va de même en Algérie, au Soudan, au Liban, en Irak. Je fais confiance au Rojava pour transformer sa retraite momentanée en offensive. Les zapatistes ont, quant à eux, répondu aux arguments économistes du socialiste Lopez Obrador en accroissant le nombre de leurs bases (caracoles) et de leurs Conseils de bon gouvernement, où les décisions sont prises par le peuple et pour le peuple.

La revendication opiniâtre d'une démocratie à Hong-Kong oscille entre d'une part une colère aveugle, prête à se satisfaire d'un parlementarisme partout remis en cause, et d'autre part une colère lucide qui ébranle et fait trembler par sa persistance la gigantesque pyramide du régime totalitaire chinois (qu'inquiète la menace d'un krach financier). Qui sait ? Le lierre s'infiltré partout, et le passé insurrectionnel de Shanghai n'est pas loin.

Le Soudan secoue le joug de la tyrannie et du pouvoir militaire, l'Iran vacille. Le

Liban est un coup de semonce pour le Hezbollah et pour l'islamisme dont la défroque religieuse ne masque plus l'objectif politico-pétrolier. L'Algérie ne veut pas d'un ripolinage gouvernemental. L'Irak découvre que la réalité sociale l'emporte sur l'importance accordée aux rivalités religieuses. Restent les Catalans, les seuls à vouloir un État alors que le « plus froid des monstres froids » est partout criblé de flèches. Mais il n'est pas impossible que les indépendantistes, engagés dans une impasse par le bras de fer opposant l'État madrilène à la non moins étatique Generalitat, respirent soudain les remugles du cadavre franquiste que l'esprit nationaliste a sorti de ses cimetières. Donc il n'est pas impossible que leur revienne la mémoire des collectivités libertaires de la révolution de 1936 où se forgea une véritable indépendance, avant que le Parti communiste et son allié, l'État catalan, les écrasent.

Ce n'est qu'un rêve mais la vie est un songe et nous sommes entrés dans une ère où la poésie est le passage du rêve à la réalité, un passage qui marque la fin du cauchemar et de sa vallée de larmes.

Ouvrir un espace vital à celles et ceux que paralysent le désarroi et l'angoisse du futur, n'est-ce pas la pratique poétique qui fait l'insolente nouveauté de l'insurrection de la vie quotidienne ? Ne la voyons-nous pas dans la déperdition du militantisme, dans l'érosion de ce vieux réflexe militaire qui multiplie les petits chefs et leurs troupes apeurés ?

Sous la diversité de ses prétextes, l'unique revendication qui s'exprime aujourd'hui sans réserve, c'est la vie pleine et entière.

Qui s'y tromperait ? Nous ne sommes pas dans le tumulte de révoltes prévisibles ou inattendues, nous sommes au sein d'un processus révolutionnaire. Le monde change de base, une vieille civilisation s'effondre, une civilisation nouvelle apparaît. Les mentalités compassées et les comportements archaïques ont beau se perpétuer sous un ersatz de modernité, une nouvelle Renaissance émerge au sein d'une histoire que son inhumanité met en capilotade sous nos yeux. Et ces yeux se dessillent peu à peu. Ils découvrent chez la femme, l'homme et l'enfant un génie d'expérimenter innocemment des innovations inouïes, des énergies insolites, des formes de résistances à la mort, des univers qu'aucune imagination n'avait osé mettre en branle par le passé.

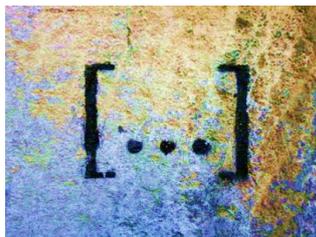
Nous sommes là où tout commence !

Raoul VANEIGEM

17 novembre 2019

– À *contretemps* / Odradek / novembre 2019 –

[<http://acontretemps.org/spip.php?article740>]





Toulouse - Juillet 2019

<https://iaata.info/Violences-Policieres-Rassemblement-soutien-pour-Mathieu-Rigouste-3780.html>

Violences Policières : Rassemblement soutien pour Mathieu Rigouste

Publié le 28 novembre 2019 -

Rassemblement de soutien pour Mathieu Rigouste, tabassé par des flics en 2013 et poursuivi pour "outrage, violences et rébellion". Devant le tribunal, le jour de son procès le 12 décembre 2019 à 8h30. Ce sera l'occasion de dénoncer toutes les violences d'Etat.

En 2013, la BAC attrape Mathieu Rigouste, l'étrangle, lui casse le poignet en le traînant par les menottes et l'embarque. Au commissariat, toujours menotté, les flics lui mettent la tête dans des murs et contre des portes puis le jettent par terre dans le couloir et le laissent blessé au sol.

Comme d'habitude, les flics portent plainte contre celui qu'ils ont défoncé. Mathieu est accusé de violences sur agents, outrages et rebellions... Le procédé est bien connu, il sert à faire taire toute résistance, à se couvrir de toute accusation de violence "non-légitime" et au passage à se faire des thunes pour les policiers.

Ce traitement est habituel pour les habitant.es des quartiers populaires et les immigrés. Dans l'affaire Traoré, des frères sont incarcérés, des proches poursuivis, comme c'est le cas pour la soeur Assa Traoré qui fait l'objet d'un acharnement judiciaire avec quatre plaintes déposées contre elle, dont trois portées par les gendarmes directement responsables de la mort d'Adama. Et c'est encore le cas dans d'autres affaires comme celles d'Hakim Ajimi ou d'Amine Bentousi ... les victimes de violences policières et leurs soutiens se retrouvent attaqués pour de prétendus outrages, rébellions, violences, diffamations, alors qu'ils et elles réclament justice et vérité.

Mathieu est chercheur et militant contre les violences policières et le racisme d'Etat : Pour politiser le dossier à charge contre lui, la police a ajouté à l'instruction l'[un de ses textes portant sur l'affaire](#)

Pour nous, ce procès sert à la fois à masquer les violences des forces de l'ordre et à casser un chercheur militant.

Car c'est bien lui qui sera jugé le 12 décembre 2019. Il risque 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende alors que les flics qui l'ont tabassé sont tranquilles.

°° Nous appelons donc à nous rassembler devant le Palais de Justice le 12 décembre à 8h pour soutenir Mathieu et pour ne pas laisser silencieusement la justice couvrir les forces de l'ordre.

Des prises de parole seront organisées, autour d'une soupe et d'un café bien chaud pour tenir jusqu'à 12h. Vous êtes les bienvenus.es pour venir dénoncer ce que la police et la "justice" nous font vivre

°° Tout le temps du procès, Table de presse devant le tribunal

°°12h,, Intervention radio sur Canal Sud

°°14h, prises de paroles dans les locaux de Canal Sud pour revenir sur le procès et parler des violences policières à Toulouse.

SOLIDARITE AVEC TOUTES NOS SOEURS ET FRERES QUI VIVENT L'INJUSTICE AU QUOTIDIEN

POUR ZIED ET BOUNA, THEO ET ADAMA, GAYE, WISSAM, MARIE-REINE, LAMINE, HAKIM, HOCINE, ANGELO, ZINEB ET TOUS LES AUTRES

PAS DE JUSTICE PAS DE PAIX !!

INFORMATIONS

8h - 12h : Rassemblement au Tribunal M° Palais de justice

14h : Prise de parole à Canal Sud - 40 rue Alfred Duméril M° Palais de Justice